

AIGREFINS ET MERCANTIS...

A surabondance de pluie durant l'été dernier entraîna une surabondance de fruits, produits maraîchers. Cette pléthore eut pour effet de provoquer un effondrement des cours à la production et, par conséquence, d'irriter nos «bons» producteurs. Vexés de leur impuissance à soutenir les prix, vexés surtout de constater que les produits inondant le marché accusaient une baisse beaucoup moins sensible, les maraîchers manifestèrent activement, tels les producteurs bretons avec leurs artichauts, en s'emparant du secteur distributif.

Par opposition, nous voyons les méridionaux préférer anéantir leur récolte, plutôt que d'en assurer eux-mêmes la distribution.

Choux-fleurs arrosés de gaz-oil, melons piétinés, tomates jetées dans la Garonne. Le scandale de telles démonstrations n'échappe à personne dans un pays où tant de gens manquent du strict nécessaire, dans un pays où les dirigeants prétendent guider les nations «civilisées» pour porter secours aux pays sous-développés (sic).

En ce qui concerne la viande, le scandale est aussi révoltant. L'abondance, là aussi, n'évite pas la hausse des prix. Ils ne baissent pas, objectent certains, parce que le gouvernement souhaite protéger les producteurs et leur offrir une garantie contre la rigidité de la loi de l'offre et de la demande. Argument sans valeur, malgré l'intervention de la S.I.B.E.V. qui effectue des ponctions sur le marché aux périodes d'arrivages massifs, afin d'éviter l'effondrement des cours. Elle achète et stocke actuellement quelque 1.200 tonnes de bœuf par semaine.

Les premiers froids qui obligent les éleveurs à dégarnir les herbages provoqueront une augmentation de ce stock. Cette viande qui n'est pas consommée coûte 4 francs de frais d'entrepôts par kilo et par mois, soit actuellement 100 millions par mois. Malgré ces interventions, le mécanisme régulateur des prix ne fonctionne pas. Les cours s'effondrent à la production.

L'un des arguments de la Confédération de la Boucherie consiste à dire: «*Les Français dédaignent les morceaux à cuisson lente dont nous ne savons que faire; nous sommes bien obligés de faire supporter aux morceaux nobles nos frais d'exploitation et le manque à gagner sur les déchets*».

Messieurs les Bouchers exagèrent. Il y a eu, certes, une plus grande consommation de viande grillée ou à rôtir durant ces dernières années, mais le pot-au-feu, le bourguignon passent plusieurs fois la semaine sur le fourneau de la ménagère qui a plusieurs bouches à nourrir. Quant aux salariés, particulièrement dans la région parisienne, il n'est qu'à voir le menu des cantines et le contenu des gamelles pour se rendre compte de la place que tiennent les plats en sauce.

M. Joseph Fontanet, ministre des prix, nous promet une «opération Clarté» baptisée aussi «*suivez le bœuf*». L'année dernière, c'était l'opération «*viande hachée*» qui devait, disait-on, freiner la hausse du prix de la viande. Ce que ne dit pas le ministre, pour clarifier la situation, c'est le rôle joué par les ramasseurs, chevillards et autres mercantis, véritables racketteurs du cheptel.

Il est vrai qu'entre gens du milieu, la règle est de s'entendre, de bien s'entendre et de maquignonner sur le dos des braves couillons qui en font les frais...

Que de tomates qui se perdent!

Jean-Philippe MARTIN.